

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes  
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le 9 avril 2026

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 18/03/2026

**Contexte et constats**

Publié sur 

**CC DU PIEMONT CEVENOL**  
Lieu-dit Tapis Vert  
30170 Saint-Hippolyte-du-Fort

Références : 2026-04-142  
Code AIOT : 0018100263

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement CC DU PIEMONT CEVENOL implanté Lieu-dit Tapis Vert Parcelles n° 483 484 485 section AN 30170 Saint-Hippolyte-du-Fort.

L'objectif de cette visite est de vérifier le récolement aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025-09-021 du 17 septembre 2025 et aux constats de faits non conformes établis lors de la visite du 14 mai 2025, vis-à-vis des prescriptions applicables à l'établissement relatives aux moyens de défense contre l'incendie, dans ce secteur soumis aux obligations légales de débroussaillage.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CC DU PIEMONT CEVENOL
- Lieu-dit Tapis Vert Parcelles n° 483 484 485 section AN 30170 Saint-Hippolyte-du-Fort
- Code AIOT : 0018100263    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Par arrêté préfectoral n°0709097 du 28 septembre 2007, la Communauté de Communes Cévennes-Garrigue a été autorisée à exploiter une station de transit de résidus urbains et une déchetterie situées à SAINT-HIPPOLYTE-DUFORT, lieu-dit "Tapis

Vert", parcelles n° 483, 484, 485 section AN.

Suite à la fusion des communautés de communes Coutach-Visourle, Cévennes Garrigues et Autour de Lédignan, c'est la Communauté de Communes du Piémont cévenol qui a repris l'exploitation des installations au 1er janvier 2013.

La station de transit comprend une plate-forme pouvant recevoir 4 bennes de 30 m<sup>3</sup> dans un bâtiment fermé de 274 m<sup>2</sup>. Elle n'est actuellement plus utilisée pour le transit de déchets mais comme ressourcerie pour le ré-emploi.

La déchetterie comprend 6 quais bétonnés recevant chacun une benne de 10 à 35 m<sup>3</sup>, des conteneurs spéciaux pour le verre, les bouteilles plastiques, les papiers journaux et les huiles usagées, un local pour le stockage des batteries, des piles et des appareils électriques dans le bâtiment de gardiennage, une armoire pour les déchets ménagers dangereux.

L'établissement comprend également une aire de stockage de déchets verts de 875 m<sup>2</sup>, un garage de 240 m<sup>2</sup>, un réservoir de 2 m<sup>3</sup> de gazole et un poste de distribution, un pont-bascule et une aire de lavage.

Cependant, suite à des modifications des conditions d'exploitation du site, l'aire de stockage des déchets verts ne reçoit plus de dépôt au sol de bois ni de déchets verts, qui sont dorénavant déposés par le public dans des bennes de 30 m<sup>3</sup> au niveau des quais de déchargement, et il n'y a plus d'aire de lavage sur le site. L'aire de 875 m<sup>2</sup> accueille actuellement des bennes vides.

**Contexte de l'inspection :** Récolement, Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :** Risque incendie, Stratégie de défense incendie | Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a

posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 7.3.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
5	Interdiction des feux	AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 1.	Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
6	Consignes de sécurité	AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 1.	Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
7	Plan de défense contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 1.	Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
8	Exercice de défense contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 1.	/	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
9	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 1.	/	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
10	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 7.7.	/	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois

11	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 7.4.	/	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
----	--------------------------	--	---	--	--------

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Débroussaillage	AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 1	/	Levée de mise en demeure
2	Moyens de secours contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 1.	/	Levée de mise en demeure
4	Mesures compensatoires	AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 2	/	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


La visite a conduit à constater que la majorité des prescriptions de la mise en demeure n'ont pas été respectées au terme des échéances prescrites, ce qui est d'autant plus problématique que les actions demandées concernent des mesures de prévention contre les risques d'incendie dans un secteur entouré de garrigues particulièrement vulnérable à ce risque.

Néanmoins, les moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, poteau d'incendie) ont été vérifiés, les abords du site ont été débroussaillés et le SDIS consulté considère que l'unique PEI implanté près de l'entrée du site est suffisant, de par son implantation et le débit délivré, pour répondre aux besoins en DECI du site, sous réserve de veiller au maintien en état débroussaillé des abords du site dans ce secteur soumis aux OLD.


De plus, par courrier daté du 25 mars 2026, la communauté de communes du Piémont Cévenol a justifié son retard par des contraintes managériales et financières et s'est engagée formellement à réaliser l'intégralité des actions de mise en conformité du site avant la prochaine saison estivale, actions d'ores et déjà prévues dans le budget prévisionnel de la collectivité pour l'année 2026.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Débroussaillage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des risques d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La Communauté de Communes du Piémont Cévenol, exploitant une station de transit de résidus urbains et une déchetterie sises Lieu-dit « Tapis Vert », parcelles n° 483, 484 et 485 de la section AN sur la commune de ST HIPPOLYTE-DU-FORT, est mise en demeure : - de respecter les dispositions de l'article 7.2. de l'arrêté préfectoral n°0709097 du 28 septembre 2007 susvisé, en réalisant le débroussaillage des abords du site, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;
<b>Constats :</b> Il a été constaté que les abords du site étaient débroussaillés. L'exploitant a déclaré que ce débroussaillage a été réalisé la semaine précédente. La mise en demeure peut être levée sur ce point.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant veillera à maintenir les abords du site débroussaillés en permanence, suivant en cela les préconisations du SDIS et les prescriptions de l'arrêté préfectoral 30-2025-03-28-00005 du 28 mars 2025 relatif à la prévention des incendies de forêt (OLD).
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Moyens de secours contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Stratégie de défense contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La Communauté de Communes du Piémont Cévenol, exploitant une station de transit de résidus urbains et une déchetterie sises Lieu-dit « Tapis Vert », parcelles n° 483, 484 et 485 de la section AN sur la commune de ST HIPPOLYTE-DU-FORT, est mise en demeure :</p> <p>- de respecter les dispositions de l'article 7.3. de l'arrêté préfectoral n°0709097 du 28 septembre 2007 susvisé en mettant en place les deux poteaux d'incendie manquants, sous un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, ou de justifier par un avis du SDIS de la suffisance du débit minimum disponible délivré par le poteau d'incendie public implanté à proximité de l'entrée du site au regard des besoins en eau d'extinction nécessaires pour l'ensemble des installations actuellement exploitées sur le site (déchetterie et ressourcerie), dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté l'existence d'un seul poteau d'incendie, le PEI communal n°69, implanté à proximité de l'entrée de la déchetterie, à moins de 100 m du site.</p> <p>Le dernier rapport de vérification de ce PEI, établi en date du 26/01/2026 par la société spécialisée DESAUTEL, a été présenté: il y est indiqué que ce PEI est en capacité de délivrer un débit de 77 m3/h sous 1 bar.</p> <p>L'exploitant a transmis en date du 03/04/2026 un avis du SDIS établi par courriel daté du même jour, indiquant qu'à la lecture du rapport de contrôle susmentionné, la DECI existante pour ce site (soit un seul PI délivrant un débit de 77 m3/h) était suffisante et répondait aux exigences du RDDECI30 (règlement départemental sur la défense contre l'incendie dans le Gard).</p> <p>Cet avis justifie que la présence de 2 poteaux d'incendie supplémentaires, tels que prévus dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, ne s'avère plus nécessaire, la plateforme initialement prévue pour le dépôt de déchets verts n'étant plus exploitée pour cette activité mais pour l'entreposage de bennes vides.</p> <p>Il est pris acte de cet avis du SDIS et du fait que cette prescription est devenue inadaptée.</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 3 : Moyens de secours contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 7.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des risques d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 14/05/2025</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de 3 poteaux d'incendie, dont un implanté à l'entrée de l'établissement,</li><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,</li><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,</li><li>- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.</li></ul> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Le personnel d'exploitation est formé à l'utilisation des extincteurs et aux mesures à prendre en cas d'incendie.</p>
<b>Constats :</b> <p>- Il a été constaté l'existence d'un seul poteau d'incendie (PEI communal n°69), implanté à proximité de l'entrée de la déchetterie, à moins de 100 m du site. Néanmoins, l'exploitant a transmis en date du 03/04/2026 un avis du SDIS déclarant que cet unique PEI, délivrant un débit de 77 m3/h, était suffisant pour assurer la défense contre l'incendie du site, dont il est pris acte.</p> <p>Sur les autres non-conformités précédemment relevées, il a été fait les constats suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le rapport de la dernière vérification des extincteurs présents (3 extincteurs à poudre et 2 à CO2), qui a été réalisée par la société spécialisée DESAUTEL en date du 22/09/2025, a été présenté;</li><li>- des attestations de la formation à la manipulation des extincteurs suivie par M. FORESTIER Patrick (en date du 01/12/2020), MM. BOUCHOUÏ El Hassan, CAPRISTO Aimé, GAUBIAC Eric et AMEZIAN Olivier (en date du 12/10/2021), MM. MARCON Patrick et DIAZ Virgilio (en date du 21/04/2022) et M. BLASCO Christophe (en date du 24/05/2023) ont été transmises;</li><li>- le personnel dispose d'un téléphone professionnel portable sur chacune des 3 déchetteries (coordonnées transmises).</li></ul> <p>Toutefois, aucun plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours n'a été mis en place sur le site.</p> <p>Ce dernier constat constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 7.3. de l'arrêté préfectoral du 28/09/2007 susvisé.</p> <p>L'exploitant a déclaré par courrier daté du 25/03/2026 avoir pris attache avec un prestataire pour la réalisation de ce plan qui sera mis en place avant la prochaine saison estivale.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Mettre en place le plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours sous 2 mois.</p>

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant


**Proposition de délais :** 2 Mois




#### N° 4 : Mesures compensatoires

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Stratégie de défense contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas où la mise en place de deux poteaux d'incendie supplémentaires s'avère nécessaire, l'exploitant complète le poteau d'incendie existant avec une réserve mobile temporaire d'eau d'extinction d'un volume suffisant pour compléter les besoins du site, disposant de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'y alimenter, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté et ce, jusqu'à la mise en service des poteaux d'incendie supplémentaires.
<b>Constats :</b> Selon l'avis du SDIS rendu en date du 03/04/2026, la mise en place de deux poteaux d'incendie supplémentaires ne s'avère pas nécessaire, le poteau d'incendie existant près de l'entrée de la déchetterie suffit pour répondre aux besoins du site pour sa défense contre l'incendie. Cette mesure conservatoire n'est donc plus requise et la mise en demeure peut être levée sur ce point.
<b>Respect de la prescription :</b> Prescription inadaptée
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 5 : Interdiction des feux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des risques d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 14/05/2025</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 20/10/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La Communauté de Communes du Piémont Cévenol, exploitant une station de transit de résidus urbains et une déchetterie sises Lieu-dit « Tapis Vert », parcelles n° 483, 484 et 485 de la section AN sur la commune de ST HIPPOLYTE-DU-FORT, est mise en demeure :</p> <p>- de respecter les dispositions de l'article 7.8. de l'arrêté préfectoral n°0709097 du 28 septembre 2007 susvisé, en affichant l'interdiction de fumer et d'apporter du feu en limite des zones de stockage de déchets combustibles en caractères apparents, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté</p>
<b>Constats :</b> <p>Il a été constaté que l'interdiction de fumer et d'apporter du feu n'était pas affichée en limite des bennes de stockage de déchets combustibles en caractères apparents.</p> <p>La mise en demeure n'est pas respectée sur ce point.</p> <p>Dans son courrier en date du 25/03/2026, l'exploitant indique que la mise aux normes et en état du panneautage du site fait actuellement l'objet d'une réflexion globale à l'échelle de ses 3 déchetteries, qui aboutira dans le courant du printemps 2026.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place sous 2 mois un affichage visible de l'interdiction de fumer et d'apporter du feu en limite des bennes de stockages de déchets combustibles.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

## N° 6 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des risques d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 14/05/2025</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 20/10/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La Communauté de Communes du Piémont Cévenol, exploitant une station de transit de résidus urbains et une déchetterie sises Lieu-dit « Tapis Vert », parcelles n° 483, 484 et 485 de la section AN sur la commune de ST HIPPOLYTE-DU-FORT, est mise en demeure :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de respecter les dispositions de l'article 7.9. de l'arrêté préfectoral n°0709097 du 28 septembre 2007 susvisé, en établissant, en tenant à jour et en affichant l'ensemble des consignes de sécurité listées dans ce même article dans les lieux fréquentés par le personnel, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté</li></ul> <p>art. 7.9. AP 28/09/2007:</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones prévues à l'article 7.8,</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;</li><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Hormis la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours, les autres consignes de sécurité (l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones prévues à l'article 7.8, les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ; la liste des moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie) ne sont pas affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>La mise en demeure n'est pas respectée sur ce point.</p> <p>Par courrier en date du 25/03/2026, l'exploitant s'est engagé à compléter les consignes de sécurité avant la prochaine saison estivale.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Afficher les consignes de sécurité manquantes dans les lieux fréquentés par le personnel sous 2 mois.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais : 2 Mois**

## N° 7 : Plan de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Dispositifs de prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 14/05/2025</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La Communauté de Communes du Piémont Cévenol, exploitant une station de transit de résidus urbains et une déchetterie sises Lieu-dit « Tapis Vert », parcelles n° 483, 484 et 485 de la section AN sur la commune de ST HIPPOLYTE-DU-FORT, est mise en demeure :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé, en réalisant un plan de défense contre l'incendie pour son établissement de Saint-Hippolyte-du-Fort comprenant l'ensemble des éléments requis à ce même article, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ; il en tiendra un exemplaire à disposition à l'entrée du site, et en transmettra une copie à l'Inspection et aux services d'incendie et de secours dans le mois suivant sa réalisation ;</li></ul> <p>Art. 5 AM 22/12/2023:</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li><li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li><li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li><li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li><li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li><li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li><li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li><li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li><li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li></ul>

-les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.

**Constats :**

Il a été constaté l'absence de plan de défense contre l'incendie sur le site.

La mise en demeure n'est pas respectée sur ce point.

Par courrier du 25/03/2026, l'exploitant a déclaré avoir pris attache avec un bureau d'études pour la réalisation d'un plan de défense contre l'incendie, qu'il s'est engagé à mettre en place sur son site avant la prochaine saison estivale.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant réalisera un plan de défense contre l'incendie pour ses installations de Saint-Hippolyte-du-Fort (déchetterie et locaux de réemploi) comprenant l'ensemble des éléments requis, sous un délai de 3 mois. Il en tiendra un exemplaire à disposition à l'entrée du site, et en transmettra une copie à l'Inspection et aux services d'incendie et de secours dans le mois suivant sa réalisation.

Il veillera à le mettre à jour à chaque évolution et s'assurera que les services d'incendie et de secours disposent de la dernière version actualisée.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 Mois